



**PRÉFET
DE LA MEUSE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la coordination des politiques
publiques et de l'appui territorial
Bureau des procédures environnementales**

**Arrêté n° 2020 – 1376 du 3 juillet 2020
édicte des prescriptions complémentaires à l'UNION LAITIÈRE DE LA MEUSE
afin de maintenir le niveau de sécurité du site de BRAS SUR MEUSE
suite à l'accident survenu le 29 juin 2020**

Le Préfet de la Meuse,

VU le code de l'environnement et notamment ses articles R.181-45 et R.512-69 ;

VU la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU le décret n°2018-1054 du 29 novembre 2018 relatif aux éoliennes terrestres, à l'autorisation environnementale et portant diverses dispositions de simplification et de clarification du droit de l'environnement ;

VU le décret du 4 janvier 2019 nommant M. Alexandre ROCHATTE, Préfet de la Meuse ;

VU l'arrêté préfectoral n°2019-121 du 21 janvier 2019 accordant délégation de signature à M. Michel GOURIOU, Secrétaire Général de la préfecture de la Meuse ;

VU l'arrêté préfectoral n°2011-1484 du 28 juillet 2011 modifié autorisant l'UNION LAITIÈRE DE LA MEUSE à exploiter un centre de collecte, de stockage et de prétraitement de lait ou de produits dérivés de lait sous conditions suite à l'accident survenu sur la commune de BRAS SUR MEUSE ;

VU le courriel du 2 juillet 2020 de l'UNION LAITIÈRE DE LA MEUSE adressée au Préfet de la Meuse l'informant des installations temporaires envisagées suite à l'accident survenu sur son site de BRAS SUR MEUSE le 29 juin 2020 ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement en date du 3 juillet 2020 ;

CONSIDÉRANT que l'accident survenu le 29 juin 2020 s'est produit suite à une erreur lors d'une opération de dépotage de produit chimique ;

CONSIDÉRANT qu'en application de l'article R.512-69 du code de l'environnement, les mesures nécessaires pour éviter un accident similaire doivent être prises ;

CONSIDÉRANT que l'UNION LAITIÈRE DE LA MEUSE a mis en place des dispositifs techniques et organisationnels permettant de rendre acceptable le risque engendré par les installations temporaires ;

CONSIDÉRANT qu'il convient de prescrire à l'UNION LAITIÈRE DE LA MEUSE des prescriptions spécifiques à la formation des opérateurs intervenant sur les nouvelles installations ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Champ et portée du présent arrêté

L'UNION LAITIÈRE DE LA MEUSE, dont le siège social est situé Zone d'Activités du Nid du Cygne à BRAS SUR MEUSE (55 100), met en œuvre les prescriptions complémentaires ci-après définies pour l'exploitation de son centre de collecte, de stockage et de prétraitement de lait ou de produits dérivés de lait sur son site de BRAS SUR MEUSE.

ARTICLE 2 : Utilisation temporaire de conteneurs d'acide nitrique en GRV (Grand Récipient Vrac)

Les opérations de stockage, réception, chargement, déchargement et d'utilisation d'acide nitrique sont effectuées conformément aux documents transférés par courrier électronique au Préfet de la Meuse le 2 juillet 2020.

ARTICLE 3 : Formation des opérateurs

L'exploitant met en œuvre toutes les dispositions nécessaires au respect des procédures définies sous sa responsabilité.

Les opérateurs susceptibles d'effectuer les opérations mentionnées à l'article 2 du présent arrêté sont nommément désignés et sont formés avant d'effectuer toute opération mentionnée dans cet article.

Ces formations sont renouvelées à une fréquence à minima hebdomadaire. Le contenu de la formation ainsi que la liste des personnes formées chaque semaine doit pouvoir être justifié à tout moment.

ARTICLE 4 : Opérations spécifiques au dépotage de produits autres que le lait et les produits dérivés du lait

L'UNION LAITIÈRE DE LA MEUSE doit sous quinze jours :

- remettre du rapport d'accident du 29 juin 2020 exigible par l'article R.512-69 du Code de l'Environnement ;
- mettre en œuvre les mesures nécessaires pour éviter qu'une erreur de produit dépoté ne se reproduise.

ARTICLE 5 : Dispositions des conteneurs GRV

Les conteneurs GRV d'acide nitriques sont disposées sur une rétention disposée de façon à pouvoir, en cas de perte d'intégrité d'un conteneur GRV, contenir l'intégrité de l'acide nitrique contenue dans ce conteneur GRV.

ARTICLE 6 : Sanctions administratives

Faute par l'exploitant désigné à l'article 1^{er} du présent arrêté de se conformer aux prescriptions de cet arrêté, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales, des sanctions administratives prévues par les articles L. 171-7 et L.171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 7 : Recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

La présente décision est contestable devant le tribunal administratif de Nancy – 5 place de la Carrière – CO 20 038 – 54 036 NANCY CEDEX – Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr :

1° par l'exploitant, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où ledit acte lui a été notifié ;

2° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement des installations présente pour les intérêts visés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage desdits actes.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

ARTICLE 8 : Information

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de BRAS SUR MEUSE, commune d'implantation de l'exploitation.

Il y sera affiché pendant une durée minimum d'un mois. Un certificat constatant l'accomplissement de cette formalité sera adressé à la préfecture de la Meuse – Bureau des procédures environnementales.

L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Meuse pendant une durée minimale de quatre mois.

ARTICLE 9 : Exécution

Le Secrétaire Général de la préfecture de la Meuse, le Maire de BRAS SUR MEUSE et l'inspection des installations classées de la DREAL Grand-Est, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée à titre de notification à L'UNION LAITIÈRE DE LA MEUSE, et, à titre d'information, au Sous-préfet de VERDUN, au Directeur départemental des territoires de la Meuse, à la délégation territoriale de la Meuse de l'agence régionale de santé Grand-Est, à la Direction du Cabinet du Préfet et au service départemental d'incendie et de secours.

BAR LE DUC, le 3 juillet 2020



Alexandre ROCHATTE

